

## Note

---

« La stratégie politique du Portugal dans ses territoires africains »

Jacques Benjamin

*Études internationales*, vol. 4, n° 4, 1973, p. 552-559.

Pour citer cette note, utiliser l'information suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/700363ar>

DOI: 10.7202/700363ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

---

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

---

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : [info@erudit.org](mailto:info@erudit.org)

## LA STRATÉGIE POLITIQUE DU PORTUGAL DANS SES TERRITOIRES AFRICAINS

par Jacques BENJAMIN \*

Les possessions portugaises en Afrique (l'Angola, le Mozambique et la Guinée-Bissao) constituent une partie de la frontière entre l'Afrique noire, et l'Afrique blanche du sud du continent<sup>1</sup>. L'Angola et le Mozambique sont des territoires vastes et potentiellement riches, et la Guinée-Bissao une petite enclave, très pauvre, dans l'Ouest-Africain indépendant. Les trois territoires sont officiellement considérés par le Portugal comme des provinces d'outre-mer, et par conséquent juridiquement intégrés à la métropole. On retrouve cependant dans les institutions politiques, économiques et sociales de ces territoires, de même que dans leurs relations avec la métropole, des schémas coloniaux traditionnels.

La politique portugaise durant plusieurs décades a visé à faire en sorte que ses territoires s'autofinancent, à réaliser des profits et à tirer pour les industries de la métropole des matières premières et des marchés privilégiés. Il fallait éviter que les produits des colonies fassent compétition à ceux de la métropole, et les investissements publics dans les colonies visaient essentiellement à favoriser les intérêts des Portugais qui y faisaient affaires. La philosophie sociale qui se dégagait des politiques à l'égard des populations africaines ressemble à celle d'autres États européens – elle était paternaliste – avec cette caractéristique additionnelle que, dans le cas du Portugal, le citoyen de la métropole était lui aussi pauvre, pieux – voire dévot – et illettré, le « travail ardu » était pour lui aussi une « obligation morale et civique<sup>2</sup> ».

Après la Seconde Guerre mondiale, l'accent mis sur la lutte au chômage incita plusieurs Portugais à s'établir dans les colonies, et la vente de produits des colonies sur le marché mondial voulut contribuer à la stabilisation de ce que les Portugais appelaient la « zone escudo », mais qui, en fait, profitait presque uniquement à la métropole. Ce sont là deux caractéristiques d'une politique coloniale traditionnelle.

Les premières révoltes, il y a douze ans, ont incité les autorités à réagir à la fois par des mesures de répression et de réforme, sans précédent dans l'histoire de la colonisation portugaise. Les « enfants dissipés » furent sévèrement punis, en même temps que des mesures sociales étaient adoptées. Depuis 1899, par exemple, le Portugal affirmait que le travail était

---

\* *Professeur au Département de science politique de l'Université de Montréal.*

1. Ce texte a été rédigé à l'invitation du Comité d'organisation du IX<sup>e</sup> congrès des cercles Frantz Fanon. Le mandat indiquait qu'il fallait « connaître la stratégie de l'adversaire, dans toute situation conflictuelle, pour mieux y résister ». La rédaction a été effectuée à partir d'entrevues menées par l'auteur à Lisbonne, en mai 1970 et juillet 1972, à Luanda et Carmona (Angola), Beira et Nampula (Mozambique) et Guinée-Bissao, en juillet 1969 en août 1972.
2. On notera plus loin les conséquences socio-économiques et psychologiques de ces caractéristiques du citoyen portugais moyen.

une obligation morale et juridique, il n'a aboli sa convention sur le « travail forcé » qu'en 1959, et c'est à la fin de 1962 qu'il a introduit les premiers éléments du Code du travail prévoyant un salaire minimum, des heures maximum de travail hebdomadaire, et des conditions améliorées pour les travailleurs ruraux. Les lenteurs de la bureaucratie n'ont guère aidé à l'application de ces mesures.

Cette recherche a voulu répondre à deux objectifs : souligner, à côté d'éléments de schémas coloniaux connus, quelques caractères spécifiques des relations coloniales portugaises (en particulier depuis dix ans), et dresser un tableau des politiques de la métropole en distinguant les deux tendances au sein du gouvernement portugais et des couches dominantes de Lisbonne.

## I — LA SPÉCIFICITÉ DE LA POSITION PORTUGAISE

Le Portugal, pays pauvre, se situe à la périphérie du capitalisme international, de ses circuits et marchés. L'entreprise privée portugaise dépend totalement des prêts bancaires pour son financement, les directeurs et membres des conseils d'administration craignent de convertir leurs firmes en sociétés à capital-actions de peur de perdre leur pouvoir au sein de l'entreprise, les employeurs se tournent vers l'État pourvoyeur de subventions avant de décider d'investir. Il s'agit, admet-on volontiers à Lisbonne, d'une économie manquant moins d'argent que de projets d'investissement et d'initiative. Le problème paraît être celui d'une économie capitaliste dont les éléments ne sont pas développés à leur pleine capacité.

Le poids de la grande entreprise n'en demeure pas moins prédominant. Quelques hauts fonctionnaires souhaitent discrètement que l'État compense ce relatif vacuum en créant, par exemple, une société nationale de *holding*. Mais ce projet ne jouira guère d'une grande popularité ou efficacité tant que la position des hommes d'affaires sera si prépondérante ; notons, pour appuyer cet état de fait, que le gouvernement portugais est l'un des rares gouvernements à avoir réduit l'impôt sur les gains de capitaux, en dépit du fait que la taxation directe ne constitue encore qu'une trop faible partie des ressources budgétaires totales du pays. La majorité de ces hommes d'affaires continuent à préconiser une politique protectionniste ; en souhaitant que la guerre en Afrique se poursuive, ils ont ainsi l'appui des firmes d'export-import d'Afrique, de même que des compagnies de sucre, de diamant et de café de Mozambique et d'Angola.

Le gouvernement portugais commence à accepter sur son territoire les investissements étrangers. La législation de 1965 a mis un frein au protectionnisme intégral ; ses premiers effets se font déjà sentir depuis deux ou trois ans. Le but du Portugal est « d'importer » des entreprises technologiquement avancées disposées à former la main-d'œuvre locale, plutôt que d'utiliser uniquement celle-ci parce qu'elle est moins coûteuse. Mais il accorde ainsi à ces investisseurs étrangers des exemptions considérables d'impôt et leur permet de rapatrier chez eux les profits de sorte que le capital investi à court terme s'est récemment transformé en une hémorragie de ces fonds vers l'étranger. Les investissements à long terme, pour leur part, sont passés durant cette même récente brève période, de \$100 millions à presque rien du tout. Pour un État dont l'économie n'est pas plus que cela au cœur des circuits de l'économie capitaliste, une guerre qui dure depuis onze ans en Afrique ne peut que drainer des ressources déjà rares.

Les plus lucides parmi les hommes d'affaires et hauts fonctionnaires portugais eux-mêmes sont conscients du nombre de nouvelles institutions ne servant finalement qu'à acheminer vers les provinces d'outre-mer des fonds qui pourraient servir dans l'industrie métropolitaine. La *Sociedade Financeira Portuguesa*, par exemple, avait été décrite lors de sa création comme une Société publique de réorganisation du secteur industriel. La *Sociedade*, dont le capital est de \$80 millions environ, paraît largement orientée vers les provinces africaines : sa tâche principale

actuelle est d'agir comme banquier de Zamco, le consortium qui finance le barrage de Cabora-Bassa<sup>3</sup>, et elle a également ouvert des succursales « bancaires » en Angola et Mozambique, faute de tels organismes dans ces deux territoires.

Les statistiques officielles elles-mêmes, enfin, – auxquelles on ne peut certes totalement se fier – révèlent que depuis 1969 environ un demi-milliard de dollars est dépensé *annuellement* par le Portugal en armement et sécurité ; de ce total, \$400 millions sont fournis par le gouvernement central de Lisbonne, soit 42% du budget et 8% du revenu national. En retour, le Portugal tire de ses colonies 15% de ses importations, et y achemine le quart de ses exportations. En devises étrangères, le commerce des colonies ne rapporte que \$25 millions depuis le début des difficultés économiques en Mozambique (1968–1969), soit huit fois moins qu'auparavant.

Tout ceci n'est pas sans révéler un paradoxe. Si le Portugal ne voulut pas, en 1960, « faire une décolonisation » à l'instar de la France, de la Grande-Bretagne et de la Belgique, ce fut surtout parce qu'il craignait de ne pouvoir appliquer comme elles une formule de décolonisation qui serait suivie d'accords économiques néocoloniaux très rentables pour la métropole. Selon les leaders portugais, en effet, De Gaulle et les Anglais savaient que les élites africaines locales de leurs colonies étaient disposées à continuer à participer aux réseaux économiques existants, la France et la Grande-Bretagne savaient qu'elles ne risquaient pas en accordant la souveraineté *de jure* d'y perdre beaucoup économiquement. Ce pourrait même constituer pour elles un gain, à cause de l'élimination progressive des dépenses d'entretien colonial. Selon cette même argumentation des Portugais, cette logique ne s'appliquait pas à leurs propres territoires africains. Une fois indépendants, les Africains de leurs territoires trouveraient plus d'intérêts à créer des liens néocoloniaux, s'ils en désiraient, avec des pays beaucoup mieux dotés que le Portugal<sup>4</sup>.

Le refus de décoloniser eut cependant en contrepartie les rébellions, et pour stopper l'hémorragie, l'appel à ces éléments capitalistes non portugais dont le Portugal voulait empêcher la présence en refusant la décolonisation.

Cette situation paradoxale révèle en somme la pauvreté économique du Portugal, État périphérique au système capitaliste mondial. La mise en œuvre de l'Angola n'a pu être accélérée depuis cinq ou six ans qu'avec l'aide de capitaux internationaux. Le Portugal n'assume pas cette position avec aise ; celle-ci ne correspond guère en effet à la stratégie politique d'une partie importante de ses dirigeants.

## II – L'APPROCHE PORTUGAISE DE LA DÉCOLONISATION

Le président Salazar avait dit au début des années 1960 : « Nous ne trahisons pas, nous ne céderons pas, nous n'abdiquons pas, nous n'abandonnerons pas une parcelle de notre souveraineté nationale. (...) Notre Constitution nous l'interdit, et même si cela n'était, notre conscience nationale nous en empêcherait<sup>5</sup> ». Il a tenu parole. Il l'a fait, en effet, en Afrique en négligeant tout le reste : au Portugal même, l'éducation n'est guère prioritaire dans un pays dont la moitié de la population reste analphabète et où un enfant seulement sur quatorze, en moyenne, parmi ceux qui vont à l'école y demeure après l'âge de onze ans. Un recensement officiel, effectué il y a dix ans, révélait en outre que, dans le domaine du logement, 60% des maisons n'avaient pas l'électricité et que 80% étaient dépourvues de salle de bain. Le président actuel du Conseil, M. Caetano, met pour sa part l'accent sur le développement économique des territoires africains comme unique moyen de « gagner cette guerre<sup>6</sup> ». Sommes-nous en présence de deux stratégies distinctes, la répression brutale et « l'appât d'une plus grasse pitance » ?

3. Les emprunts sont contractés sur le marché international par la *Sociedade* qui prête, à son tour, à un taux légèrement plus élevé, aux firmes et agences gouvernementales portugaises.

4. Nous empruntons l'analyse de cette stratégie à notre collègue Immanuel Wallerstein, de l'Université McGill à Montréal.

5. Cité dans *Le Monde diplomatique*, novembre 1968, p. 8.

6. Entrevue accordée à J. F. Chauvel dans *Le Figaro*, 28 avril 1970, p. 5.

## A – La politique coloniale du président Salazar

La politique coloniale du président Salazar était basée sur deux principes majeurs : la sauvegarde de l'unité de l'État portugais et l'assimilation culturelle des populations indigènes<sup>7</sup>. C'est spécifiquement au nom du premier de ces principes que, jusqu'à sa mort, Salazar refusa même de discuter des fondements de sa politique coloniale : la mise en œuvre du principe d'autodétermination, il en était convaincu, ferait peser une grave menace sur l'existence même de l'État portugais. La présence, particulièrement en Angola, d'un nombre important de colons, arrivés en Afrique à la suite d'une politique en ce sens du gouvernement du Portugal, ajoutée à l'incapacité des Portugais d'accepter l'idée d'abandonner après cinq siècles les territoires d'Afrique, semble au cœur des théories salazaristes de l'intégrité territoriale.

Salazar affirmait en outre se placer à l'avant-garde et donner au monde un exemple de solution aux problèmes de plusieurs États multinationaux en pratiquant en Afrique l'intégration raciale. Selon lui, la politique de décolonisation pratiquée par les Nations Unies trahit les principes de la Charte et accroît la haine raciale dans le monde en fondant le droit à l'autodétermination sur des critères de distance géographique et de différenciation ethnique ou simplement culturelle entre les peuples. La position portugaise s'est en outre durcie lorsque les Nations Unies ont refusé de condamner l'occupation (c'est ce terme qui est retenu par les Portugais) de Goa par l'Inde ; ce « double jeu » de l'ONU a exacerbé l'attitude portugaise face à toute « l'ingérence » onusienne dans les affaires de ses territoires d'Afrique.

Depuis l'arrivée de Caetano à la présidence du Conseil en septembre 1968, certains ministres, généraux et hauts fonctionnaires se sont réclamés des positions de Salazar pour s'opposer, au moins dans des conversations privées, au « révisionnisme du nouveau régime ». Leur argumentation paraît s'articuler autour de trois pôles, l'un axé sur le temps, un autre sur l'aspect culturel, et un troisième sur la dimension géographique ou géostratégique des territoires en litige.

Le facteur temps est utilisé au sens de persistance ; « le temps joue en notre faveur », entend-on tant à Lisbonne que dans les territoires africains. Si le Portugal peut encore tenir suffisamment longtemps, les populations locales perdront espoir en les nationalistes et se tourneront contre eux, croient les salazaristes. Le commentaire d'un commandant portugais en Guinée-Bissao semble caractéristique d'un tel état d'esprit : « Vers qui penchera finalement la balance ? ». – « Vers nous. Les cultivateurs des zones sous contrôle rebelle viennent vendre leur riz sur les marchés contrôlés par nous. Ils ne peuvent plus faire autrement, ce sont les seuls. »

Les premiers mouvements de guérilla – ceci paraît un corollaire d'une telle argumentation portugaise – furent attribués, non pas à la lenteur du développement économique ou politique, mais plutôt à des facteurs exogènes. La rébellion au Mozambique, nous affirment les Portugais encore en 1970-1972, a été l'œuvre d'une seule ethnie, les Makondés, ethnie homogène artificiellement partagée entre le Mozambique et la Tanzanie. Les guérilleros opèrent à partir de la Tanzanie. Dans le nord de l'Angola, de même, ce sont des ethnies partagées entre le Congo-Léopoldville (aujourd'hui le Zaïre) et l'Angola qui se sont révoltées, en voyant que le premier obtenait son indépendance et qu'on refusait celle-ci au second.

L'entretien que les Portugais accordent au chercheur étranger est alors suivi de statistiques méticuleuses portant sur les heures d'émissions subversives diffusées vers l'Afrique par les radios soviétiques et chinoises « captées par nos services d'écoute ». La Tanzanie est de nouveau mise en cause lorsqu'il est question du nombre de ressortissants chinois ou soviétiques se trouvant dans les pays voisins. Et, si vous vous étonnez que, depuis Nampula (Mozambique), on puisse savoir à l'unité près combien de Chinois sont en Tanzanie, on vous expliquera qu'il s'agit de « moyennes » établies à partir de sources diplomatiques. Ces références aux ressortissants chinois en Tanzanie paraissent révélatrices de l'importance accordée par le Portugal aux autres

7. Pour celui qui ne lit pas le portugais, un document officiel révélateur est *Colonizing Traditions, Principles, and Methods of the Portuguese*, Lisbonne, Agenda Geral do Ultramar (4<sup>e</sup> édition) 1967.

éléments de leur argumentation : le « bastion de la civilisation occidentale » – dimension culturelle – doit être préservé et la stabilité de l'échiquier mondial – dimension géostratégique – l'exige également.

La dimension culturelle est utilisée par le gouvernement portugais dans sa propagande auprès des masses populaires au Portugal même : dans les campagnes du Portugal, régions qui donnent à l'armée le plus grand nombre de jeunes volontaires, la dimension « européenne » et « chrétienne » de la guerre en Afrique est mise de l'avant, avec, sous-jacents, des accents plus péjoratifs pour ce qui n'est pas, justement, « européen ». « Rappellez-vous le chaos au Congo », paraît être un leitmotiv de la politique portugaise en Afrique. Accorder l'indépendance, dans la situation actuelle, risquerait de mettre aux postes de commande des leaders non suffisamment favorables à « l'Europe ». Plus récemment, la guerre civile du Biafra sert presque autant que le « chaos du Congo » comme pièce maîtresse de la propagande portugaise. Un régime colonial sympathique sert plus les intérêts des autochtones qu'un régime africain, instable, en proie aux intérêts néocoloniaux des impérialismes soviétiques et chinois<sup>8</sup>.

Liée à cet aspect est la dimension religieuse. L'homme de la rue et l'agriculteur des campagnes pauvres du Portugal sont profondément convaincus qu'ils se serrent la ceinture pour permettre à leurs soldats d'empêcher le paganisme de s'implanter dans « la partie africaine de leur territoire national ». L'audience accordée par Paul VI aux leaders nationalistes en juillet 1970 a, dans ce contexte, été fort mal reçue par les dirigeants portugais : une part importante de leur effort de guerre national repose en effet sur l'affirmation que les rebelles ne sont pas des « chrétiens », élément tactique que les analystes perçoivent comme ayant encore en 1973 assez de succès auprès des masses dévotes portugaises.

La dimension géostratégique de la position des salazaristes est continuellement évoquée depuis le début des hostilités. Durant plusieurs années cependant, c'est en vain que le président Salazar et les militaires au pouvoir situaient leurs guerres d'Afrique au sein du combat international contre le communisme ; c'est en vain également qu'ils réclamaient, au nom du caractère international de cette lutte l'étendue de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) à l'Atlantique Sud et à l'océan Indien. Depuis quelques années, par contre, leurs assertions suscitent plus d'intérêt, dans les milieux militaires de l'OTAN en particulier. L'entrée de la flotte soviétique dans la Méditerranée, l'Atlantique et l'océan Indien paraît y avoir contribué pour beaucoup. On écoute plus volontiers désormais les commentaires officiels portugais ayant trait à la position stratégique de ses îles du Cap Vert et de Sao Tomé (tant en termes de routes commerciales que de domination militaire éventuelle des mers) et de ses territoires de l'Angola, du Mozambique et de la Guinée-Bissao. Les militaires portugais affirment à qui le leur demande que le rôle de la flotte soviétique dans l'Atlantique est d'appuyer, de façon passive dans un premier temps, une invasion de la Guinée-Bissao par les « rebelles », puis, de façon plus active, la prise d'assaut des îles du Cap Vert, situées dans l'Atlantique à quelque 450 milles des côtes de ce territoire. En ce sens, la dominante dans les propos actuels des généraux salazaristes paraît être d'éviter que les alliés sud-africains et rhodésiens puissent affirmer, comme certains le font déjà, que les territoires portugais constituent le « ventre mou » de l'Afrique australe. Ces généraux préconisent des mesures draconiennes, en particulier le droit de poursuite en territoire zambien, zaïrois ou sénégalais, pour supprimer toute rébellion. Toute l'argumentation salazariste, répétons-le, considère comme artificiel le caractère endogène de la guerre en Afrique portugaise. Non, il s'agit de forces exogènes, selon eux, alimentées par le communisme international. Comme l'enjeu de

8. Cf. le discours du ministre des Affaires étrangères du Portugal, M. Alberto Franco Nogueira, à Washington, en novembre 1967 : « (...) *The communists soon became masters in painting a picture of the Western world which conveyed to Africa a bleak and disgraceful image of all of us in the West. Then the Soviet Union and the whole communist bloc quickly saw the advantage they could secure from such a situation...* » pour ne citer qu'un seul exemple de cette thèse officielle portugaise.

cette lutte est « la culture européenne » en Afrique australe, la coopération militaire au niveau international se fera d'abord inévitablement avec l'Afrique du Sud et la Rhodésie.

Les indépendances africaines des douze dernières années ont suscité beaucoup plus d'instabilité que de « développement » politique ou économique. Cette instabilité a provoqué une lutte internationale entre les grandes Puissances, de sorte que les peuples africains dépendent plus que jamais des forces économiques internationales. Pour ces raisons culturelles, idéologiques, et stratégiques, les salazaristes continuent de croire à la victoire *militaire* comme seule issue du combat.

## B – La politique coloniale de Caetano

Selon de plus en plus d'hommes d'affaires, gens de profession libérale, voire même certains colonels portugais – tous partisans de Caetano –, la seule façon de l'emporter en Afrique est le développement économique et l'éducation poussée des Africains. Face aux partisans de Salazar – décrits au Portugal comme « les ultras » –, se dressent depuis l'arrivée au pouvoir de Caetano en 1968, d'autres thèses, celles des partisans du président du Conseil lui-même. Ceux que les Portugais décrivent comme « les libéraux » émettent prudemment leurs idées, conscients que les ultras ne les acceptent pas et que l'opinion publique ne les suivrait peut-être pas. En quatre ans cependant, leur position sur l'échiquier politique portugais paraît s'être nettement renforcée et leurs idées sont exprimées beaucoup moins discrètement qu'en 1969. À cette époque, un projet d'hommes d'affaires portugais en Angola « de mettre fin à la guerre en Angola de l'Est en transformant en terres de pâturage deux millions et demi d'acres de savane » était présenté au chercheur étranger en le priant de ne pas le dévoiler « pour le moment ». Une étude de rentabilité économique avait cependant déjà été effectuée, avec l'aide de spécialistes sud-africains, et elle aboutissait aux conclusions que cette transformation permettrait d'élever du bétail et d'installer des industries connexes de façon très rentable. Selon l'expression même de l'un de ses promoteurs, « les terroristes viendront nous demander des emplois tellement notre projet sera un succès ».

La « question coloniale » fut posée au Portugal pour la première fois lors des élections législatives de septembre 1969. M. Caetano ouvrit la campagne électorale en demandant un vote de confiance à l'électorat sur cette question. Sa politique, cependant, était basée sur deux principes en apparence différents de ceux du président Salazar, le développement et la solidarité économique, et la décentralisation administrative et l'autonomie interne. Pour la première fois, des partisans de Caetano furent élus, et un centre de pouvoir se créa effectivement autour du président du Conseil : celui-ci ne devait plus uniquement son poste à Salazar et à ses alliés. Tout en étant conscient qu'un autre centre de pouvoir existait toujours – « les ultras » –, il semblait dorénavant en mesure de susciter des réformes coloniales effectives s'il le désirait.

L'aspect économique de la stratégie « libérale » met l'accent à la fois sur le peuplement européen des territoires et sur les bénéfices qu'en tireraient les Africains eux-mêmes. Les subsides versés par Lisbonne aux citoyens portugais qui voudraient s'établir en Afrique répondent à un double objectif : consacrer dans les faits la présence et la « souveraineté » des Portugais (Blancs) dans les territoires, certes, mais également remplir le vacuum de la main-d'œuvre qualifiée. Selon le raisonnement des Portugais, plus la main-d'œuvre sera qualifiée, et plus le développement économique sera accéléré.

En fait, cependant, beaucoup de nouveaux arrivants sont des colons, main-d'œuvre non qualifiée qui répond davantage au premier des deux objectifs. Une bonne partie d'entre eux se retrouvent assez rapidement dans les villes côtières, sans emploi, ou sous-employés.

La construction du barrage de Cabora-Bassa, au Mozambique, doit être soulignée à ce titre du développement économique. Dans une région montagneuse, le lit du Zambèze, large parfois de plusieurs milles, se resserre soudain entre deux falaises constituant une assise idéale pour le plus grand barrage de retenue jamais construit en Afrique. Commencée en octobre 1969, la construction de barrage se poursuit actuellement au rythme prévu. Pour les habitants

de cette vallée, pour tout le Mozambique, « s'il peut en profiter un jour », Cabora-Bassa est considéré par les Portugais comme le moteur du développement économique par la fertilité qu'il donnera au sol. Le niveau de vie de tous les habitants en sera « sensiblement haussé », soulignent les spécialistes portugais de la guerre psychologique. De même pour le barrage de Kunene en Angola ; les Portugais affirment qu'une fois les travaux terminés il sera possible d'irriguer 20 000 hectares de plus.

Ces barrages sont financés grâce à des fonds provenant de plusieurs milieux non portugais. C'est ce que le Portugal définit comme la solidarité économique, principe majeur sous-jacent à ses opérations en Afrique. Depuis le début de 1970, en particulier, c'est littéralement en masse que les intérêts privés étrangers sont investis dans les territoires portugais : très consciemment, le Portugal veut impliquer ces intérêts dans les affaires internes de ses territoires. De nombreux groupes anglo-américains, mais aussi, depuis peu, français, allemands, danois, italiens, voire japonais, ont obtenu des privilèges importants dans l'exploitation des minerais stratégiques, celle du nickel, du cuivre, et du pétrole, au Mozambique et en Angola.

Cette politique portugaise, on nous l'a souligné à plusieurs reprises, se situe au cœur du cadre idéologique et stratégique que Caetano fixe au combat mené dans cette région du monde. Le Portugal mène sa lutte pour préserver la civilisation européenne et tient à ce que le « monde libre » soit le plus possible impliqué. Il s'est en outre lié à la République sud-africaine et à la Rhodésie puisque celles-ci bénéficieront des succès portugais : le Portugal constitue, en Afrique, la première ligne de choc du glacié blanc. La moindre perturbation, soulignent les Portugais, condamnera l'ensemble à la désagrégation. Les deux barrages de Cabora-Bassa et de Kunene, de cette façon, associent les économies de la Rhodésie et de l'Afrique du Sud à celles de l'Angola et de la Mozambique. Le complexe de Cabora-Bassa, par exemple, fournira en 1975 l'énergie électrique à la République sud-africaine. De même, la Rhodésie, en dépit du blocus, continue de recevoir le pétrole de Mozambique à travers le port de Lourenço-Marquês, à un rythme tel qu'elle a pu se constituer des réserves suffisantes pour une année. Le Portugal vient d'ailleurs de se décider à agrandir (à grands frais - \$2 millions) ce port mozambicain : celui-ci dessert non seulement le région méridionale du Mozambique, mais encore et surtout l'arrière-pays industriel et minier du Transvaal sud-africain ; l'importance de Lourenço-Marquês s'est confirmée, l'an dernier, lorsque l'Afrique du Sud a entrepris la livraison au Japon de fortes quantités de minerai de fer et de charbon, conformément à ses contrats de vente. Ces livraisons, évaluées à plusieurs centaines de millions de dollars, doivent s'échelonner sur dix ans. On conçoit ainsi que plusieurs États se sentent particulièrement impliqués dans les luttes que livre le Portugal dans ses territoires.

Les « libéraux » portugais réagissent vivement, cependant, lorsque certains associent la politique d'apartheid des États voisins à leurs territoires. En dépit des mêmes tendances de vote aux Nations-Unies ou des liens économiques intimes, les politiques raciales sont fort différentes, affirment les Portugais. Dans les mêmes conciergeries, dans les mêmes quartiers résidentiels, Noirs et Blancs vivent côte à côte dans les territoires portugais. De même dans les forces armées. En fait, peut-on néanmoins souligner, la discrimination paraît être de type économique. Certes, les gens de même revenu, Noirs et Blancs, ont les mêmes habitudes, les mêmes goûts, mais, doit-on relever, il y a proportionnellement plus de Blancs riches que de Noirs riches, ce qui remet en cause les affirmations officielles des Portugais.

La décentralisation dont les libéraux font leur clé de voûte et à laquelle s'opposent les ultras, Caetano en avait parlé une première fois en termes précis en décembre 1970. Les « provinces d'outre-mer » pourraient voter leurs propres lois et jouir d'une meilleure représentation au Parlement de Lisbonne, avait alors annoncé le président du Conseil ; elles pourraient en outre gérer leurs propres finances. À la fin de mars 1973, elles entreprirent de se désigner par voie électorale leurs propres assemblées territoriales ; le choix est effectué en partie au suffrage universel et en partie au sein de couches spécifiques de la société (plutôt que par district électoral). Mais, faut-il le souligner, le choix des candidats, comme au Portugal lui-même, est



limité à ceux du parti dominant (l'Action populaire nationale). L'objectif ultime de cette décentralisation paraît en outre ambigu, et ceci est peut-être un geste posé de façon délibérée. L'autonomie interne, en effet, est considérée comme l'un des principes sous-jacents à la décision des libéraux de ne pas accorder l'indépendance aux groupes nationalistes, et non en dépit des apparences comme un premier pas en ce sens.

Le développement économique, l'intimité des liens économiques avec le capital étranger, l'autonomie interne des territoires, le rôle des colons blancs dans le « gouvernement » de ces territoires décentralisés constituent autant de mécanismes fondamentaux de la politique de M. Caetano et de ses partisans dans les territoires portugais d'Afrique.

Si les objectifs paraissent effectivement les mêmes que ceux préconisés par les salazaristes, les moyens d'y parvenir semblent, eux, différents : plutôt que de favoriser le protectionnisme, on recherche la présence de liens économiques avec le monde capitaliste ; plutôt que de rechercher une victoire militaire sur le terrain, on met l'accent sur le développement économique et l'éducation d'Africains intéressés à profiter de situations stables (« *We hope, nous avait dit en anglais un commandant militaire, to calm dissension by involving educated Africans in a Portuguese electoral process* »).

## CONCLUSION

La stratégie politique portugaise dans les territoires africains est fondée sur quatre principes : la sauvegarde de l'intégrité nationale portugaise, l'intégration culturelle des populations autochtones, la décentralisation par une certaine autonomie interne, et la solidarité économique avec le monde capitaliste et en particulier avec les États voisins. Salazar, durant dix ans, et encore aujourd'hui ceux qui se réclament de lui mettent l'accent sur les deux premiers de ces principes. Ils soulignent en outre que tous les États du monde afro-asiatique qui votent aux Nations-Unies des résolutions hostiles à leur politique ne représentent que 3% de leur commerce extérieur.

Le président actuel du Conseil, Caetano, met pour sa part l'accent sur les deux derniers principes, acceptant volontiers de discuter de sa politique coloniale en soulignant cependant que la victoire sera remportée non pas sur le terrain avec les armes, mais plutôt en donnant aux autochtones une éducation plus poussée, de meilleures conditions économiques et l'impression qu'ils participent aux processus décisionnels. Ceci semble, en fait, uniquement s'appliquer à une élite autochtone privilégiée.

Les objectifs paraissent vouloir demeurer les mêmes, et les distinctions portant sur les moyens semblent porter sur des nuances, un compromis étant chaque fois nécessaire, entre ces deux tendances, au plan de l'action. La distinction essentielle, selon une boutade fréquemment utilisée à Lisbonne, c'est que lorsque Salazar faisait un discours, personne ne comprenait mais tout le monde connaissait ses intentions, alors que lorsque Caetano parle, le texte est d'une très grande clarté, mais on ne sait guère ce qu'il a « derrière la tête ».